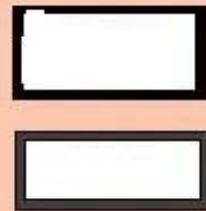


MARX AGAIN

JOURNAL DES CERCLES COMMUNISTES DEMOCRATIQUES MONDIALISTES



POURQUOI L'ÉCHEC du MOUVEMENT des RETRAITES ?

Lors de mouvements sociaux nationaux ou locaux, on entend toujours la même petite musique : « *pour gagner, il faut l'unité syndicale* ». Certains syndicalistes ont été élevés au biberon de l'unité à tous prix, qu'importe le contenu.

Pour le coup, le mouvement social sur la défense des régimes de retraite qui s'est déroulé du 19 janvier 2023 au 6 juin s'est organisé dans une parfaite unité syndicale, de la CGT en passant par la CFDT, la CGC, la CFTC ou Solidaires.

Bref, tout pour « gagner ». Et ce fut un échec cuisant !

Alors, cela démontre tout bêtement que l'unité syndicale n'est pas un gage de victoire pour les salariés !

Paralysie du pays et grève générale ?

Le deuxième mantra de ceux qui prétendent analyser l'échec du mouvement social sur les retraites, c'est le totem de « grève générale ». Ce sont souvent les mêmes qui agitent « l'unité syndicale » et la « grève générale ».

Certes, la grève générale ne se décrète pas et les grèves dans les services et les entreprises ont été faibles à l'occasion de ce mouvement sur les retraites. Reste à nous faire croire que la grève générale, c'est l'efficacité absolue ! Raisonner ainsi, c'est ne pas comprendre quelles sont les classes sociales qui composent la France. La production des biens de consommation a été très majoritairement délocalisée. De fait, les ouvriers de production ne représentent que 15% du salariat car la classe ouvrière se situe dans le tiers Monde (Inde, Chine, Maghreb, etc..), en dehors de la France, de l'Europe et donc des pays désindustrialisés. Ici, les « services » viennent compléter le salariat tandis que les couches intermédiaires sont majoritaires. Ceci veut dire qu'une grève générale a peu de chance de « bloquer la production », voire de « bloquer l'économie ».

Nous faire croire que bloquer la circulation sur un périphérique, c'est bloquer l'économie, c'est assez dérisoire. C'est juste montrer son mécontentement en se rendant visible. De la même façon, les salariés d'Orange, les consultants en écologie, les experts de l'expertise peuvent bien se mettre en grève pendant 1 an, personne n'y verra que du feu.

Il est surprenant que les organisations syndicales n'aient pas appris du mouvement des gilets jaunes qui ont organisé un mouvement assez efficace. Même étant minoritaires, ils ont inquiété le gouvernement. On observera que ce mouvement s'est déroulé en dehors des entreprises et des services...

L'absence de la jeunesse

La première raison un tant soit peu sérieuse de l'échec de ce mouvement, c'est l'absence de mobilisation de la jeunesse. Il est symptomatique de constater que dans les grandes villes universitaires, il y a eu très peu de participation et de mobilisation. Ainsi, les assemblées générales à Rennes 2 n'ont jamais réuni plus de 800 étudiants (sur 35 000 !). Cela rejoint notre analyse « de classe », car la financiarisation capitaliste offre une somme de débouchés à la carte, certes souvent peu payés, mais totalement en dehors des activités productives.

Pourtant, on aurait pu penser à la vue des « étudiants pauvres » faisant la queue lors de la distributions de repas, par les syndicats étudiants que la jeunesse allait se révolter. Or elle s'est très

peu mobilisée. C'est le résultat d'un encadrement idéologique valorisant l'individualisme, la réussite individuelle, la haine de la production et la fascination pour la crétinisation digitale (voir le livre de M. Desmurget)

Or une des clés de la victoire d'un mouvement social est la mobilisation de la jeunesse dans toutes ses composantes. Le gouvernement l'a bien compris qui a immédiatement encadré les lycéens par la police aux abords des établissements et par le personnel de direction (syndiqué ?) ...

Un mouvement gangréné par « le politique ».

Pour éviter tout faux débat, il ne s'agit pas de faire croire que les syndicats et les mouvements sociaux ne se préoccupent pas de perspectives politiques ou que le gage de victoire pour un mouvement social serait d'être « apolitique ».

Non, bien au contraire. Mais il ne faut pas confondre l'apolitisme et l'autonomie du mouvement social indispensable vis-à-vis « du politique » pour avoir une quelconque chance de gagner. A cet égard, le mouvement « des gilets jaunes » décriés par tous les syndicaux a, malgré ses limites, obtenu plus en matière d'augmentation salariale qu'une intersyndicale !

C'est donc la raison principale de l'échec du mouvement social sur les retraites. Cette absence d'autonomie du mouvement social vis-à-vis du politique a pris des allures grotesques lorsque les syndicats étaient suspendus aux votes à l'assemblée nationale sur les motions de censures ou sur le 49.3. L'apogée de cette soumission « au politique » a été l'attente du vote du projet de loi d'un groupe hétéroclite et parasitaire le groupe « LIOT » !!

Dès lors, il était évident que ce mouvement était voué à l'échec. Pourquoi ?

L'incontournable capitalisme mondialisé

Soumettre le mouvement social au jeu politicien hexagonal est un gage de l'échec. Ne pas s'affranchir idéologiquement de la stricte gestion ici et maintenant du capitalisme amène obligatoirement aux échecs et déceptions. Les syndicats et certains politiques ont passé leur temps à élaborer des « alternatives » techniques pour expliquer en long et en large aux salariés qu'il était possible de faire « autrement » pour les retraites en restant dans le cadre actuel de gestion. Pour eux il suffisait seulement, , de faire passer une loi, de changer le financement, etc...

Nous sommes désolés... Mais nous regardons l'histoire. De gauche, de droite, du centre, les politiciens sont tous retombés sur les mêmes recettes depuis 50 ans. Et toutes les « réformes », 2002, 2010, etc ont mis en œuvre les mêmes recettes. Mieux mêmes, les syndicats qui gèrent l'AGIRC et l'ARCCO (retraites complémentaires) avaient institué depuis 2019, une décote de 10% pendant 3 ans pour inciter fortement les salariés à travailler 1 ou 2 ans de plus pour renflouer des caisses vides !!!

D'une part, rester dans le cadre hexagonal est totalement inopérant, et d'autre part, on constatera aisément qu'au niveau européen, voire au niveau mondial, le capitalisme et la financiarisation imposent des règles en matière de protection sociale : La plupart des pays s'alignent sur les mêmes durées de cotisations et l'âge de départ en retraite. En effet, les états récalcitrants se font lourdement sanctionner par le biais de leurs dettes et donc par le blocage des investissements (et donc les emprunts au niveau mondial). La sanction des « déviants » par la financiarisation capitaliste est immédiate et. C'est ainsi que le 13 juillet 2015, la Grèce de Tsipras et Syriza se couche devant les créanciers et signe un accord comportant de nombreuses mesures d'austérité et de privatisations. Les retraites baissent de plus de 30% !

Il n'y a pas trente-six manières de gérer le capitalisme dans une mondialisation des flux financiers n'en déplaise à Piketty et Cagé... Ne pas le comprendre c'est aller au-devant de nouvelles défaites ! C'est ainsi que le Fonds de réserve des retraites (26 milliards) qui a été créé en 2001 par Jospin est placé sur les marchés mondiaux en actions (50%). Il en va de même des milliards gérés par la CADES (caisse d'amortissement de la dette sociale !) et pour les « réserves » de l'Ircantec, placées en « actions durables » sur les marchés mondiaux.

Faire croire que les « solutions » de financement ne dépendent que de décisions politiques nationales relève donc de l'escroquerie. A moins bien entendu de vouloir faire du protectionnisme et se replier dans les frontières de l'hexagone comme le suggèrent Piketti-Cagé ou LFI ou le RN .

A supposer que cela soit possible (voir La Grèce) les conséquences économique et sociales seront dures à encaisser.

Voilà donc les raisons principales de l'échec du mouvement des retraites : l'absence d'autonomie du mouvement social, l'absence de prise en compte de la réalité économique du capitalisme, le rétrécissement de la pensée et de la lutte à la frontière du pays.

La mondialisation de la financiarisation capitaliste implique une mondialisation même partielle des revendications et des luttes. A tout le moins une lutte coordonnée.

Avec l'approfondissement de la crise économique et financière, les mouvements sociaux ne vont pas s'arrêter. Mais il faut espérer que les salariés apprendront de leurs échecs pour ne pas reproduire les mêmes erreurs.

Il est clair qu'il n'est pas évident de prôner, organiser et maintenir l'autonomie du mouvement social par rapport au « politique » tellement le clientélisme politique a tissé sa toile sur le mouvement syndical.

S'affranchir des mécanismes de gestion du capitalisme tout en ayant conscience de la financiarisation mondialisée est une nécessité pour définir les revendications et la stratégie de lutte.